



Une nouvelle ambition pour le PSU

TEXTE N° 2

La véritable marque de fidélité, ce n'est pas de durer c'est de renaître.

Le prochain congrès nous place tous devant des choix décisifs. Les deux années qui viennent seront déterminantes dans l'échec ou la réussite de la gauche. Nous avons défini dans le manifeste de Toulouse une alternative de société, le socialisme autogestionnaire, nous avons commencé d'élaborer dans *l'Utopie Réaliste* des analyses et des réponses à la crise et aux mutations de la société. Mais nous n'avons pas réussi à ce qu'une majorité dans la gauche et le mouvement social s'en saisisse pour intervenir dans le champ politique. Notre ambition pour le parti doit être à la mesure de nos responsabilités.

UNE NOUVELLE CREDIBILITE

Devant l'importance de l'événement que constitue, pour le Parti, la première participation du PSU à un gouvernement, bien des certitudes ont volé en éclat. Nous n'avons pas voulu entrer dans cette histoire à reculons. Nous assumons l'entrée d'Huguette Bouchardeau au gouvernement, tous les aspects positifs qu'elle comporte en terme de crédibilité, d'audience et de possibilité de développement comme toutes les contradictions qu'elle porte en germe. Participer à un gouvernement, qui réunit exclusivement des forces de gauche sans avoir été contraint à abandonner aucune de nos convictions au moment où la gauche se trouve en difficulté face à la droite, nous assure une plus grande compréhension populaire.

Si un grand nombre de camarades hostiles à la participation gouvernementale ont reconsidéré leur position, c'est qu'ils se sont aperçus à quel point dans leur lieu de travail, leur quartier, leur commune, cet engagement était bien ressenti. Ceux qui tablaient sur une perte de prestige du PSU se sont trompés.

Utiliser les possibilités ainsi offertes pour montrer notre capacité à faire autrement de la politique, à développer nos liens avec le tissu associatif, à promouvoir des actions significatives dans un secteur où nous avons mené tant de luttes sur le terrain, est un premier enjeu.

Pour autant, nous ne devons pas prendre le ministère pour le tout.

A quoi servirait l'intérêt nouveau que l'on nous porte si nous n'en profitons pas pour affirmer plus fortement la présence et l'identité du PSU ?

Tout repli sur notre acquis ministériel empêcherait la réalisation de notre objectif central : changer une politique qui va à l'échec si nous n'en dérivons pas le cours, éviter la rupture entre le gouvernement de gauche et la dynamique des luttes sociales.

Nous avons montré que nous ne fuyons aucune responsabilité pour concrétiser notre soutien, nous devons nous donner les moyens d'affirmer avec autant de force nos critiques et nos propositions. Nous en avons la capacité.

Les élections municipales nous ont permis de tisser un réseau serré d'élus qui serviront de relais au mouvement associatif et au mouvement social.

Elles ont manifesté l'existence d'un fort courant de soutien critique que nous devons capter.

Nous en avons l'opportunité : l'échec de la politique de relance marque la fin de la logique du programme commun. A gauche, c'est le début des incertitudes et la crainte d'une issue de droite à la crise. Toute la gauche est placée devant les limites d'une issue sociale démocrate, l'échec d'une politique productiviste.

QUI A PEUR DE LA CRISE

1 — La gauche à l'heure du choix

Les débats que ce constat suscite au sein de la gauche traditionnelle, montrent à quel point elle n'avait pas pensé de projet de rechange. Les mesures gouvernementales ne font que répondre aux impératifs financiers sans vouloir appréhender l'avenir. Cette politique repose sur l'espoir d'une reprise venue d'ailleurs.

Dans une période difficile où la gauche à bout de cohérence cherche le moyen de sortir de l'impasse, la politique gouvernementale a pu apparaître pour de nombreux militants comme la seule possible. Rien n'est plus faux, la CFDT a démontré le contraire au travers de ses propositions concernant la sélectivité de la rigueur, la destination et le contrôle des fonds d'épargne etc.

Il est à la fois significatif et inquiétant qu'aucune force politique n'ait été capable de porter « haut et fort » ce type de contestation et de proposition à la politique gouvernementale.

Le PSU ne peut se satisfaire d'un tel constat. Quoiqu'il en soit, le plan Delors ne peut être que transitoire. La montée du cours du dollar, l'augmentation du chômage, l'aggravation du déficit de la protection sociale doivent placer rapidement la gauche devant des choix qui l'engagent pour l'avenir. Essayons de caractériser les positions au sein de la gauche —

• «La nouvelle « gauche américaine »

Ses partisans affirment :

— la croissance peut seule permettre de résorber le chômage et placer la France sur la voie d'une issue à la crise.

— la reprise économique est inéluctable, les Etats-Unis donneront vraisemblablement le « LA » dans ce domaine. Rien n'est donc plus important que de protéger la relance française de la concurrence extérieure.

Cette logique de la croissance protégée est d'essence productiviste. Même si nous partageons la volonté d'une plus grande autonomie par rapport aux contraintes internationales, le risque d'une protection du marché ne peut être pris simplement pour assainir le déficit de la balance commerciale. D'autant qu'il faut rompre avec les images d'Epinal, du « zorro protectionniste » qui empêche les produits venus de pays où sévit la « taylorisation sanguinaire » d'inonder le marché français. Si protectionnisme il y a, il concernera essentiellement des produits venant de pays industriels européens aux lois sociales souvent en avance sur les nôtres, aux salaires plus élevés qui sont en mesure de déverser sur le marché des produits moins chers ou de meilleures qualités.

Il faut être clair, le protectionnisme est une politique majeure aux conséquences majeures. Il doit pour le moins être renégozié au sein de la gauche et des forces populaires au travers d'un nouveau contrat. Or, ce n'est pas le souci dominant de ce courant de la gauche. Son seul « grand dessein » se résume à la belle envolée de Jean-Pierre Chevènement dans le monde du 10 mai 1983, « *que le gouvernement commande, l'effort répondra à l'exigence...!* »

• Au milieu du gué

Une partie de la gauche traditionnelle prend acte de l'impossibilité d'une politique de relance isolée et est plus sensible à la nécessité d'une réduction du temps de travail. Elle propose de parvenir à une relance concertée avec la RFA et les pays de la CEE. Attitude apparemment plus réaliste, mais qui surestime largement la capacité de la France à contraindre l'Allemagne fédérale à une telle démarche.

• La logique autogestionnaire

Résumons ce qui fait l'originalité et la cohérence de son analyse de la crise. Nous sommes dans une « dépression longue », l'issue capitaliste, s'il y en a une, passe par une transformation du mode d'accumulation, d'organisation du travail (Fordisme et Taylorisme) qui peuvent se réaliser au travers d'un conflit armé ou d'une nouvelle donne capitaliste mondiale. La crise doit donc être considérée

comme une opportunité dont les forces socialistes doivent tirer parti pour aboutir à un autre type de société. En conséquence, toute politique qui recherche une issue de gauche à la crise ne peut avoir pour objet de restaurer les conditions de la croissance antérieure et doit tenir compte d'une situation de stagnation prolongée.

2 — *Quelles ruptures, quelles propositions, quelles priorités ?*

On ne peut espérer de forts gains de productivité pour assurer la protection globale du pouvoir d'achat, comme dans les politiques sociales démocrates classiques. Il faut donc procéder à un véritable partage du pouvoir dans l'entreprise par le développement des droits et pouvoirs des travailleurs, le développement de leur capacité d'intervention : sur les conditions et l'organisation du travail, sur l'introduction des nouvelles technologies, *afin de permettre une autre productivité du travail fondée sur l'initiative ouvrière.*

Aucune politique de gauche ne pourra en faire l'économie. A court terme pour assurer le maintien du pouvoir d'achat des couches populaires, il faut une véritable redistribution des revenus au travers du partage du travail, d'une réforme de la fiscalité, de la protection sociale, d'une révision antihiérarchique de la grille des salaires.

Le choix de la base sociale sur laquelle le gouvernement et les partis de gauche s'appuient est clairement posé par cette politique. De quelles couches le pouvoir va-t-il préserver les intérêts ? La crise ne permet ni une générosité extensive, ni de céder au corporatisme. Pendant les 30 années de croissance, les inégalités de revenus n'ont cessé de s'accroître malgré le coup d'arrêt de 68. Les mécanismes redistributifs, la Sécurité sociale et l'impôt sur le revenu les ont encore accentuées. Il est naturel que l'effort de solidarité concerne principalement ceux qui ont le plus bénéficié de cette situation. La plafond de la Sécurité sociale constitue un seuil au-dessus duquel la réduction du temps de travail ne devrait s'accompagner d'aucune compensation salariale. Autrement dit, le pouvoir d'achat ne peut être maintenu que pour les salaires inférieurs à 2 fois le SMIC.

On doit tenir compte d'une situation de récession, abandonner la priorité à l'exportation et ne plus considérer la croissance comme le seul moyen d'endiguer le chômage. La politique de lutte pour l'emploi doit être clairement affirmée, *la nécessité d'un véritable partage du travail.*

Cela marque l'urgence et le caractère massif et global de la réduction du temps de travail nécessaire. Le partage du travail s'oppose à toute stratégie du développement du travail à temps partiel comme l'instrument de lutte contre le chômage. Le caractère discriminatoire d'une telle mesure à l'égard particulièrement des femmes et des jeunes est de plus contraire aux exigences d'égalité face au travail.

Face à la désagrégation du tissu industriel il faut rendre la priorité à la maîtrise et à la réactivation du marché intérieur. Cette démarche est inséparable d'une élaboration décentralisée du plan : à partir de l'inventaire régional des besoins et ressources pour aboutir à des projets de développements économiques autocentrés. Dans ce domaine, l'économie sociale peut jouer un rôle important.

Le coût pétrolier reste le poste le plus important dans le déficit du commerce extérieur. Il faut le diminuer par une politique d'économie d'énergie, de développement des énergies nouvelles. Accroître considérablement les prérogatives et les moyens de l'Agence française pour la Maîtrise de l'Énergie. Cette politique devra procéder à un renchérissement du coût de l'énergie pour être réellement efficace et inverser les tendances. L'absurdité de la politique d'équipement électronucléaire, fondée sur une forte croissance, ne tardera guère à éclater au grand jour.

Au niveau international enfin, tenter de constituer à moyen terme, par un rapprochement avec les pays non alignés, une zone de relance concertée avec des pays européens et en voie de développement.

Voilà esquissé rapidement les éléments d'une réponse non productiviste à la crise. Il est probable qu'un débat central dans la gauche opposera, qu'on le veuille ou non, les thèses étatistes aux thèses autogestionnaires.

Le PSU devra indépendamment de l'intérêt théorique de la recherche d'une troisième voie s'inscrire dans ce débat et choisir son « camp ».

POSER LES JALONS D'UN PARTI INFLUENT POUR L'AUTOGESTION

La crise a des conséquences contradictoires sur le corps social. D'une part, elle attise les corporatismes, d'autre part elle favorise l'émergence d'une nouvelle conscience politique et syndicale.

Les représentations politiques traditionnelles sont ou seront remises en cause ne serait-ce que parce qu'elles sont incapables d'honorer les contrats qui les lient aux couches sociales dont elles défendent les intérêts. Le Parti communiste et le Parti socialiste paraissent à terme menacés par ce type de contradiction. L'organisation politique qui saura convertir les contrats d'intérêts, en solidarité autour d'un projet mobilisateur, a des chances d'attirer à elle de nombreux militants et militantes.

L'échec de l'extrême gauche, la régression politique des écologistes « organisés » montrent qu'il n'est pas de solution à l'affirmation d'une politique alternative hors de la gauche.

La famille autogestionnaire existe. Nous y avons, ces dernières années, perdu de notre poids et de notre audience au profit de sa composante droitière. En outre, vers la CFDT ont reflué tous ceux qui se contentent de son orientation politique parce qu'ils n'osent plus croire à notre efficacité. Les « rocardiens » exercent sur ce courant une attirance qu'il nous faut leur disputer. Malgré la diversité des organisations politiques, syndicales, associatives, culturelles qui se réclament de pratiques ou de perspectives autogestionnaires, le mouvement autogestionnaire n'a pas d'expression politique de masse.

Ce n'est pas un mince enjeu pour le PSU que d'œuvrer à sa constitution et de peser pour qu'il s'oriente vers des choix clairement antiproductivistes, le desserrement des contraintes internationales, le non-alignement, et le refus de la politique des blocs, le désarmement nucléaire en Europe.

Nous devons dès maintenant poser les jalons d'un parti de masse pour l'autogestion.

En affirmant vouloir parler au plus grand nombre et en s'interdisant de réduire nos interventions à un témoignage idéologique. L'action et les positions du PSU doivent être sans ambiguïté, simplement explicables et s'inscrire dans la réalité du débat politique, pour être « opératoires ».

Le PSU sera peut-être moins pointilleux sur bien des questions, au moins sera-t-il le creuset des regroupements nécessaires à la transformation de la société dans le sens que nous préconisons.

Plus concrètement, le PSU doit montrer sa volonté de s'adresser au plus grand nombre en procédant à une baisse importante et planifiée du taux de ses cotisations. L'augmentation du nombre des adhérents, la recherche d'autres sources de financement doivent permettre d'équilibrer nos comptes. Nous devons nous doter d'une organisation permanente plus conséquente, notamment pour l'animation d'un important secteur entreprise économique et sociale.

Il faut faire de l'organisation des élus une des priorités pour éviter que ne se reproduise la situation du précédent mandat municipal qui a vu les liens des élus avec le parti se relâcher. Les secteurs doivent retrouver une nouvelle vitalité, les responsables se réunir avec le bureau politique à intervalles réguliers. Inutile d'insister sur l'ardente nécessité de reconstituer la Commission Environnement Cadre de Vie et de la mise en place d'une Commission de coordination entre le Parti et le secrétariat d'Etat.

Enfin et surtout, le PSU doit mener à bien l'organisation régionale du Parti. Dans ce domaine, plusieurs permanents régionaux doivent donner un véritable contenu à un tel projet. Il serait pour le moins paradoxal que la nouvelle crédibilité du PSU ne lui assure pas les moyens de son ambition.

DE LA SUITE DANS LES IDEES

Il nous faut à la fois assurer une promptitude dans la réponse à l'événement politique au jour le jour et une permanence sur des objectifs centraux à court et à moyen terme. Au contraire des catalogues traditionnels d'avant Congrès, nous proposons que le PSU se donne des objectifs limités qui l'engage et qu'il mène jusqu'au bout et dont il tire à échéances fixes le bilan. Nous proposons 4 axes de travail :

- le débat politique tel qu'il est engagé à gauche implique que rapidement soit mis en chantier un programme alternatif autogestionnaire. Nous ne pouvons laisser à un quelconque courant du PS la primauté des réponses autogestionnaires. Le congrès du PS est un butoir à nos premières propositions dans ce domaine.
- nous avons développé l'idée que le partage du travail par la réduction massive du temps de travail est un de nos axes prioritaires.
- le problème de l'immigration et du racisme a encore plus d'acuité en période de crise. Le caractère multiculturel de notre pays est une donnée de fait, nous devons

contribuer à lui donner un sens positif.

— les élections européennes auront lieu en 1984. Elles sont l'occasion de donner plus d'ampleur à nos propositions de désarmement et de non alignement. Nous devons lors du Congrès étudier les différentes modalités politiques et techniques de participation à cette campagne.

Nous avons essayé de définir des choix fondamentaux qui montrent autant un état d'esprit que des orientations. Ceux qui se sont regroupés derrière ce texte ont toujours désiré confronter leur pratique et leur discours. Le Parti ne pourra réellement convaincre que s'il rompt avec ses images caricaturales d'élitistes et de coupeurs de cheveux en quatre. Nous avons le sentiment en ayant suivi de près la campagne des Présidentielles, des Municipales, que beaucoup de camarades ne se paient plus seulement de mots et pensent qu'une ligne n'est pas juste si elle ne se met pas à l'épreuve de la vie.

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

J.P. Peulet (SF01), D. Brendel (05), J. Gomes (Elu 08), D. Guffroy (13), M. Chiron (18/58), R. Dubois (18/58), D. Clerc (21), L. Thiébault (SF 21), J. Biscarros (30), J.C. Woillet (30), C. Woillet (30), J. Y. Rivoire (42), M. Goget (Elue 45), F. Thimel (SF 54), M. Mercier (SF 57), A. Coisne (59/62), J.F. Perrut (SF Bearn Bigorre), D. Guillot (69), P.J. Lorens (BF 69), C. Zilahi (75), J.P. Caillot (75), D. Du Crest (75), A. Massip (BP 75), P. Rabany (75), L. Jouve (75), F. Koch (75), P.M. Escaffre (BF 75), M. Relandeau (75), J.C. Vallejos (75), F. Chaouat (75), CM. Vadrot (75), M. F. Darchis (Haute Normandie), J.M. Antonmattéi (78), Y. Auvrouin (BF 80), A. Beauvais (BF 80), P. Rohaut (adjoint 80), J. Coirier (85), P. Audidier (DP 86), P. Girard (Maire 89), B. Chaouat (DP 91), M. Chardine (T. F. 91), E. Cuffini (Elu 91), M.J. Grossier (adjointe 91), M. Gruber (S.F. 91), J. Laïk (BF 91), F. Lamy (adjoint 91), T. Martin (91), L. Raffaeli (adjoint 91), J.P. Souyri (BF 91), G. Réquile (SF élu 92), J.F. Baillon (BF 93), A. Cuzon (adjoint 93), J. Grumet (Elu 93), M. Lombard (BF 93), M. Pocheron (93), S. Ros (Elu 93), J. Salvator (BP 93), E. Yonnet (93), C. Sarthe-Moureuou (95), M. Sonder (BF 95), F. Bouillocc (Midi-Pyrénées), P. Canihac (DP Midi-Pyrénées), M. Ghirardi (Maire Midi-Pyrénées), J.P. Rouxel (Bretagne).